RÉSISTANT À L'USURE DU TEMPS

La Casbah survivra-t-elle à la bêtise ?

Pilier contre pilier, les bâtisses de La Casbah se soutiennent. Blotties les unes contre les autres, elles tentent de résister au temps et à la bêtise humaine. Eventrées, les quelques maisons encore debout semblent prier pour qu'aucune ne tombe et n'entraîne dans sa chute les autres. En ce mois de Ramadan, La Casbah d'Alger offre un visage désolant. Le béton a envahi la vieille ville et on y entendrait presque le cri de détresse de ses habitants.

Reportage réalisé par Nawel Imès

Photos : Samir Sid

Des bâtisses qui n'en peuvent plus de résister aux aléas du temps.

En entamant l'ascension de La Casbah par la rue Sidi-Idriss, attenante au mausolée de Sidi Abderrahmane, une odeur d'égout et d'ordures vous prend à la gorge. Dans cette ruelle où les artisans se suivent sans se ressembler, les bâtisses sont d'un blanc immaculé. Elles ont visiblement été restaurées récemment.

Dans sa petite échoppe, un vieux menuisier coupe du bois. Un dinandier lustre un plateau magnifique. L'odeur mise à part, cette image réconcilie presque avec l'idée qu'on se fait des lieux. Il faut cependant avancer, aller dans les entrailles de La Casbah pour se rendre compte du massacre. Pour comprendre que le circuit que nous venons d'emprunter est celui réservé aux quelques touristes qui s'aventurent encore dans cette cité.

Les «responsables», chargés de restaurer les lieux, se donnent bonne conscience et justifient l'argent mobilisé pour la restauration. La Casbah est en ruine. Le spectacle est désolant. Les bâtisses tombent dans l'indifférence totale. Les matériaux de construction s'entassent dans toutes les ruelles. C'est un décor apocalyptique. Un décor d'après-guerre.

Pour mieux agresser le regard, une bâtisse en béton émerge au milieu de nulle part. un vrai cauchemar ! Profitant de l'anarchie ambiante et du laxisme, des pseudo-propriétaires ont entamé une «restauration» selon leur goût. Ils ont construit des cubes similaires à ceux qu'on trouverait à El-Hamiz où l'urbanisme dans ces quartiers est une notion étrange. Encouragé par ceux qui ont osé ainsi profaner les lieux, certains locataires ont «construit» de vrais bidonvilles sur les décombres des anciennes maisons. Des toits en zinc en plein cœur de La Casbah, il fallait beaucoup d'audace pour le faire. Certains l'ont eu. Ils ont osé ! Par l'entrebâillement des portes, on peut apercevoir des taudis où s'entassent vaisselle, literie et victuailles. Le spectacle est désolant. Pour justifier l'injustifiable, les propriétaires des lieux arguent qu'ils n'ont pas eu d'autre choix. Ils racontent qu'ils ont choisi La Casbah pour s'abriter.

Qu'ils l'ont squattée pour ne pas dormir dans la rue. Comment parler à ces gens-là d'histoire, de patrimoine ? Comment leur dire qu'ils pillent des maisons centenaires ? Ils sont insensibles à ces arguments et estiment que leur survie est une priorité. Lorsqu'on a faim, disent-ils, le patrimoine, c'est du «luxe».

Au milieu de ce désastre, la seule bouffée d'oxygène reste ces nombreuses placettes avec vue imprenable sur la Baie d'Alger. On peut s'y reposer, tourner le dos au désastre, imaginer les lieux il y a cent ans.

On peut imaginer les hommes et femmes altières s'y promener. On peut deviner les senteurs qui y régnaient. On est malheureusement rapidement rattrapé par la réalité. La Casbah d'aujourd'hui ne ressemble en rien à celle d'antan. Ses habitants sont partis. Ils n'ont pas dû supporter de voir tomber les unes après les autres les maisons.

Les rares personnes qui sont restées font un acte de résistance. Elles restent parce qu'elles sont jalouses du patrimoine légué par leurs parents. Elles entretiennent leurs maisons avec beaucoup d'amour mais pas beaucoup d'argent. Souvent ces personnes se cloîtrent dans leurs demeures, regrettant des temps plus cléments.

Les ruelles restaurées sont réservées aux touristes.

Elles ne sont plus si nombreuses et se sentent presque aussi vulnérables que leur maison. En ce mois de Ramadan où l'ambiance était, dit-on, si particulière à La Casbah, on tente désespérément de humer les senteurs qui ont fait sa réputation.

Point d'odeur de jasmin, point de bonne odeur de chorba, rien hormis cette odeur d'égout qui agresse et qui accompagne le visiteur durant tout son périple. Ce n'est qu'au niveau de Djamaâ Lihoud qu'on retrouve un peu l'«odeur» du Ramadan. On y croise une femme drapée dans son hayek.

La rue gronde de monde. Les prix sont abordables et l'ambiance y est bon enfant mais cela ne suffit pas pour effacer la vision d'horreur laissée par l'état de La Casbah. Pourtant, cette dernière avait été classée en 1992 patrimoine universel par l'Unesco. Un classement qui lui a valu plusieurs opérations de «restauration». Les autorités de l'époque avaient indiqué que la «restauration» s'étalera sur plusieurs mois. Soixante entreprises ont été mises à contribution et une enveloppe de 60 milliards de centimes avait été dégagée. En plus des habitations, ce projet d'envergure devait toucher les sites archéologiques et historiques de La Casbah, comme le mausolée de Sidi Abderrahmane, la vieille mosquée de Sidi Ramdane, sur les hauteurs de La Casbah, ainsi que celle de Sidi Bougdour. En parallèle, la Fondation Casbah est née puis plusieurs associations se sont mobilisées pour sauver le site. Leurs actions n'ont rien donné. En 2007, la Fondation Casbah avait décidé de boycotter les festivités de la Journée nationale de La Casbah prévue tous les 23 février. Durant cette journée, des conférences sont données et l'état des lieux est dressé sans pour autant que la situation n'évolue.

Les statistiques rendues publiques par la Fondation Casbah sont plus qu'alarmantes : le nombre d'habitations qui restent à sauver s'élève à 800 sur un total de 1 700 demeures répertoriées au lendemain de l'indépendance.

Sur les 800 qui forment les 4 îlots restants du quartier antique, 300 menacent ruine et plus de 530 bâtisses, soit 48% du parc, nécessitent des travaux de réfection et de confortement.

Aussi, 416 autres bâtisses, soit 36%, sont dans un état moyen et 13% sont dans un bon état mais exigent, quand même, quelques travaux. C'est dire que la tâche est ardue et que les bonnes intentions ne suffisent plus.

Après des années de fausses promesses, La Casbah agonise dans l'indifférence totale. Après avoir résisté à l'usure du temps, résistera-t-elle à la bêtise humaine ?

N. I.

Le couffin du Ramadan va-t-il disparaître ?

Le ministre de la Solidarité, de la Famille et de la Communauté algérienne à l'étranger, Djamel Ould-Abbas, a, dans une déclaration faite à un confrère, annoncé la suppression, dès l'année prochaine, du couffin du Ramadan. Une décision pour le moins, étrange, sachant l'intérêt et tout le bruit que fait le ministre autour de cette opération à l'approche du mois sacré à chaque année.

Néanmoins, la politique du gouvernement envers les classes démunies ne sera pas pour autant délaissée. C'est la méthode qui change. Le ministre souhaite, en effet, octroyer aux personnes démunies, une somme de 5 000 DA en remplacement du couffin du Ramadan.

Il est important de signaler que cette mesure est motivée par le souci de préserver la dignité des citoyens qui se bousculent devant les APC pour s'inscrire et bénéficier de cette action et de barrer la route à la mafia du couffin du Ramadan qui sévit encore, malgré les contrôles effectués par le ministère de tutelle. Il ne passe pas un jour sans que la presse nationale pointe du doigt la mafia du couffin du Ramadan. Un marché juteux qui a vu le jour dont profitent les personnes en charge de cette opération de solidarité et les fournisseurs. Sans parler de toutes ces familles qui profitent à la fois du couffin du Ramadan et se qui rendent dans les restaurants de la rahma. Ne pouvant contrôler l'accès à ces lieux cette opération de solidarité, ne devant profiter qu'aux Algériens nécessiteux, ne doit pas être détournée de sa vocation en raison de la malhonnêteté de certaines personnes.

C'est pourquoi le ministre tentera, dès l'année prochaine, de limiter l'accès aux restaurants de la rahma aux SDF et aux voyageurs. L'application de ces mesures sous-entend que le ministère de la Solidarité doit recenser toutes les familles qui fréquentent ces restaurants afin de leur attribuer la prime de solidarité du Ramadan.

Cela sera-t-il possible ? Comment Ould-Abbas va-t-il y procéder ? Contacté hier, le chargé de la communication au département de la solidarité a déclaré n'avoir aucune information sur ces nouvelles mesures.

R. M.